



Répression policière disproportionnée face à la mobilisation étudiante

Geplaatst op dinsdag 15 oktober 2013 | 

 SHARE

Aujourd'hui, les étudiants de l'ULB s'étaient donné rendez-vous à 16h devant leur Conseil d'Administration pour demander que le vote de la nouvelle réforme "Gouvernance" soit reporté avec une réelle consultation de la communauté universitaire. Une action pacifique qui a rapidement tourné à la répression policière.

Cet après-midi, le Conseil d'Administration de l'ULB devait voter sa nouvelle réforme qui visait notamment à séparer le CA en un Conseil d'Administration et un Conseil Académique et à restreindre la représentation étudiante au sein de ceux-ci. Cette réforme menace, en effet, la représentation étudiante puisque la logique d'un étudiant représentant chaque faculté n'est plus appliquée.

En une semaine, ce sont plus de 2.000 étudiants qui ont signé la pétition, s'opposant au projet en l'état et soutenant la volonté de plus de démocratie à l'ULB ! "Nous voulons un représentant par faculté présent au conseil d'administration comme au conseil académique. [...] Nous souhaitons aussi profiter de cette réforme pour renforcer la démocratie et l'implication de la communauté universitaire dans les grandes décisions de l'université. Nous voulons que pour tout sujet qui récolte plus de 1000 signatures, un référendum soit organisé auprès de toute la communauté universitaire, précédé de débats contradictoires...", peut-on lire sur la pétition.

Les autorités de l'ULB, prévenues de la présence des étudiants devant le Conseil d'Administration, ont donc réservé un car pour se réunir à l'extérieur de l'ULB, dans un endroit plus calme. Les étudiants ont alors décidé de bloquer le car pour forcer les responsables de l'ULB à entendre leurs revendications.

La police a alors été appelée sur les lieux et a fait preuve de violences disproportionnées sur les étudiants qui ne demandaient qu'à être entendus. Les membres du Conseil d'Administration ont été témoins de cette répression violente des policiers face aux étudiants, sans bouger.

La FEF condamne sévèrement ce genre de violences policières qui retirent aux étudiants leur droit de faire entendre leurs revendications.

FEF - 14 octobre 2013